

Cheick Oumar Sissoko au Club de lecture Kalan Blon de Mahamadou Samaké : « Il faut un sursaut national pour mettre fin à la crise »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 13 AOÛT 2021

912

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Front éducatif

Les négociations

dans l'impasse

Les négociations entre le gouvernement et les syndicats signataires de l'éducation signataires du 15 octobre 2021 sur l'application de l'article 39 se sont soldées par un nouvel échec. Cette issue malheureuse risque d'impacter négativement la tenue des examens de fin de l'année. ...



JIJ : M. A. Attaher lance officiellement la phase de collecte des données auprès des jeunes



Daouda Tékété : « L'Éducation ne se limite pas à inculquer des données et des connaissances »



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

12 août
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1313

Nouveaux cas confirmés

07

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

13 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
05 cas graves en soins intensifs
60 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

14 669

Guéris

14 001

Décès

534

dont 218 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.8



P.14



P.20



/ Une /



Front éducatif : Les négociations dans l'impasse

P.4

/ Brèves /



Opération Maliko, Secteur 5 : Les FAMA neutralisent des GAT à Songo (Dogofry)

P.8

Zone dite des trois frontières NIGER-Mali-Burkina : Les attaques terroristes ont fait plus de 420 civils tués janvier à juillet 2021

P.8

Mali : Le Secrétaire général de l'ONU condamne fermement les récentes attaques perpétrées

P.9

Billet d'humour : Fana, le couloir de la mort

P.9

Congrès de l'Union Postale uUniverselle à Abidjan : Le Premier ministre a été très sollicité

P.9

/ Actualité /



Journée internationale de la jeunesse : Mossa Ag Attaher lance officiellement la phase de collecte des données auprès des jeunes des régions

P.11

Daouda Tékété : « L'Education ne se limite pas à inculquer des données et des connaissances »

P.12

Attaque terroriste contre trois villages dans le cercle d'Ansongo : Bilan 51 morts, le gouvernement décrète un deuil de 3 jours

P.13

/ Politique /



Bah N'Daw-Moctar Ouane : Les confinés de la transition

P.14

Cheick Oumar Sissoko au Club de lecture Kalan Blon de Mahamadou Samaké : « Il faut un sursaut national pour mettre fin à la crise »

P.16

/ Culture & société /



Funérailles en milieu Sénoufo : Les défunts sont dignement célébrés

P.17

/ International /



Présidentielle en Zambie : Le pays, économiquement affaibli, retient son souffle

P.19

Côte d'Ivoire : Les partisans de Laurent Gbagbo attendent maintenant le nouveau parti

P.20

/ Sport /



Messi au PSG : Le maillot de la superstar argentine déjà en rupture de stock

P.21

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Djala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Front éducatif

Les négociations dans l'impasse

Les négociations entre le gouvernement et les syndicats signataires de l'éducation signataires du 15 octobre 2021 sur l'application de l'article 39 se sont soldées par un nouvel échec. Cette issue malheureuse risque d'impacter négativement la tenue des examens de fin de l'année.

Dans sa volonté d'apaiser le front social, le gouvernement du Mali a décidé d'aller vers l'unification de la grille salariale. Cette décision du gouvernement d'unifier la grille des salaires semble mettre le feu aux poudres à l'école. Comme dirait l'autre, la case de Birama brûle. Conséquence, les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016, ont rejeté en bloc cette décision et ont détérioré la hache de guerre. Le point d'achoppement entre les deux parties reste l'application de l'article 39 du statut du personnel enseignant. En réponse, le gouvernement soulève le problème d'insoutenabilité financière de cette revendication des enseignants.

Cette brouille intervient à la veille des examens de fin d'année. Pour exprimer leur désarroi, les enseignants observent une grève de 12 jours depuis le lundi 9 août 2021. Cette démarche vise à faire fléchir le gouvernement d'où le boycott des examens annoncé par les grévistes. Face cette situation gravissime, le gouvernement a invité les enseignants à la table de négociation. Malheureusement, après plusieurs jours de négociations les lignes n'ont

pas bougé.

Il ressort des discussions ce qui suit : le gouvernement affirme avoir consenti beaucoup d'efforts aux enseignants sur : l'adoption d'un statut du personnel enseignant de l'enseignement secondaire, de l'enseignement fondamental et de l'éducation préscolaire et spécial en 2018 avec une incidence financière de 5,620 milliards, l'octroi d'une indemnité d'équipement en 2019 pour incidence financière de 2,723 milliards FCFA ; la revalorisation de la grille du personnel enseignant de l'enseigne-

ment secondaire, de l'enseignement fondamental et de l'éducation préscolaire et spécial en 2019, 2020 et 2021 (indice financière : 58 826 196 385 FCFA) ; la majoration de l'indemnité de résidence en 2020 et 2021 pour 15 714 milliards FCFA. Elle a aussi évoqué les critères de convergence de l'UEMOA relatif au ratio masse salariale /recettes fiscales (35%) qui sont largement dépassés (46%).

La partie gouvernementale a informé que l'application de la grille unifiée au personnel enseignant de l'enseignement secondaire, de l'enseignement fondamental et de l'éducation préscolaire et spécial qui engendrera une incidence financière de 12 158 782 647 FCFA permettra d'améliorer les conditions salariales dudit personnel dont certains connaîtront un gain supérieur à 15,17% d'augmentation. La commission de conciliation pour sa part, a proposé que l'application de l'article 39 soit convertie en des primes et indemnités dans la même proposition de l'incidence financière de l'application des 15,17%.

La partie syndicale a répondu que la proposition la déroutait de son objectif et a invité le gouvernement à s'inscrire dans l'application de l'article 39 en modifiant la grille au taux de 15,17%. Elle a affirmé cependant qu'elle est disposée à discuter de ses modalités d'application. Pour elle, il s'agit de l'application d'une loi de la République et non d'une revendication. Ce faisant, après concertation et analyse, elle a rejeté les explications et propositions. Au regard de désaccord, les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 ont décidé de maintenir leur mot d'ordre de grève. Tout porte à croire que les examens de cette année vont se tenir sans les enseignants du public.

■ Ibrahim Sanogo



■ Sekou Samassa



Nous devons donner la priorité à notre armée en la développant et en la renforçant afin de l'adapter aux défis actuels comme la lutte contre le terrorisme. L'évolution des choses en Afghanistan nous montre qu'on ne peut compter que sur nous mêmes car ce pays a été laissé à lui-même face à la puissance de feu des talibans, les Afghans ont été trahis et abandonnés par la communauté internationale après plus de deux décennies d'assistance et de coopération militaire. En voyant les villes tombées comme des mouches et les forces loyalistes entrain de reculer nous pouvons dire que les autorités Afghanes ont commis le péché de ne pas profiter de cette présence des forces internationales pour équiper et développer son armée. Le Mali doit tirer les leçons de ce qui se passe actuellement dans ce pays afin de parer à toutes les éventualités et de prendre son destin en main car la coopération et l'assistance en matière n'empêche pas le développement de ses propres forces de défense, cela se fera indéniablement par un recrutement massif de milliers de militaires pour occuper le vide laissé dans les endroits où l'État est absent et par l'acquisition d'hélicoptères et d'avions pour traquer les terroristes jusque dans leurs derniers retranchements car toute la problématique de cette guerre réside dans son caractère asymétrique. Une chose est sûre et certaine cette guerre ne peut être menée et gagnée que par les Maliens sans remettre en cause l'apport des partenaires internationaux, les tchadiens ont infligé une leçon inoubliable aux terroristes grâce à son armée, l'Algérie a détruit le FIS grâce à son armée et nous mettrons fin à l'existence des groupes terroristes dans notre pays grâce à notre armée mais à une seule condition qu'on lui donne les moyens tout en la soutenant uniquement dans ses missions républicaines et non politiques. Que le bon Dieu protège le Mali et préserve les Maliens.

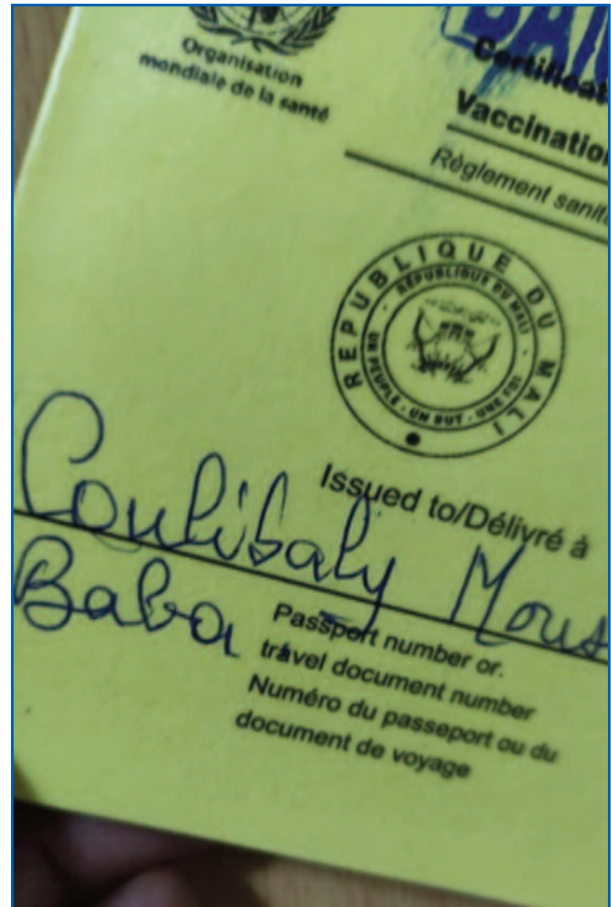


■ Moussa Baba Coulibaly



RAPPEL !
Chers amis(es), n'oubliez pas de vous faire vacciner contre l'hépatite, la fièvre jaune et la méningite,

aux grandes endémies à Banantoukoro. Le test pour l'hépatite est exigé avant de recevoir le vaccin.



■ Relai TV



GAO, le 12 Août 2021,

Une forte délégation composée par des membres du Gouvernement, du CNT et d'autres personnalités du pays est arrivée à Gao.

- Présentation des condoléances, et
- participation aux journées de concertations, de prêches et d'invocations pour la paix, le vivre ensemble et la cohésion sociale.



Info.com



Preparation d'un coup d'etat en Cote D'ivoire
 Coup d'etat imminent en Cote D'ivoire
 Selon des sources concordantes Le commandant "GBADIE" des forces commando de Koumassi à Abidjan en Côte d'Ivoire aurait tenté depuis plusieurs mois de rentrer en contact avec Alexandre Benalla ex-conseiller de macron.
 Au fin d'acquérir du materiel militaire et faire un coup de force à Abidjan
 Après plusieurs tentatives infructueuses, celui-ci se serait tourné vers Abou Obeida Youssef al annabi chef d'AQMI, qui aurait succédé à Abdelmalek Droukdel, depuis le 21 novembre 2020, par l'entremise d'un lieutenant d'Alou Doumbia un Malien de 34 ans
 Au fin notamment de convoyé en voiture du Mali en Côte d'Ivoire les membres du commando de la Katiba Okba Ibn Nafaa
 Ainsi que du matériel logistique (armement, radio, munitions et motos)
 Plusieurs rencontres devraient avoir lieu dans le département de Tehini au nord de la Côte d'Ivoire
 Bernard Émié, patron du renseignement extérieur français, à affirmé que les terroristes financent déjà des hommes qui se disséminent en Côte d'Ivoire ou au Bénin
 La France, qui dispose de 900 soldats sur sa base militaire en Côte d'Ivoire, déploie également 5 100 hommes dans cette région depuis le lancement de l'opération Barkhane en 2014.
 Des contacts aurait été nouer, par le gendarme ivoirien, en particulier avec le Malien prédicateur radical Amadou Koufa, le chef de la katiba de Macina implanté dans le centre du Mali et appartenant au groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), principale alliance du Sahel affiliée à Al-Qaida.
 Un certain Ben Souk aurait été l'intermediaire , ayant des relations avec L'imam Mahmoud Dicko du mali , Selon la DGSE
 Celui-ci se voit faire un coup de force à la malienne et renverser le pouvoir d'Abidjan, ce qui selon nos sources serait imminent
 Mediapart



Koulouba Actu



Le collectif des membres du CNT à l'œuvre pour une solution immédiate et urgente des problèmes liés à la carte NINA.
 Les enquêtes parlementaires ont permis de découvrir des milliers de dossiers à problème à l'intérieur et à l'extérieure du Mali.
 Les Maliens de la Diaspora pour plus de 95 mille dossiers et au moins 45 mille personnes connaîtront des pertes d'emplois et parmi eux des rapatriements si rien n'est fait entre le Mois d'août et le Mois d'octobre plus tard.



Jeune Afrique



Nadiana Bamba, alias Nady, la compagne de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, multiplie les entretiens, notamment avec certains proches d'Alassane Ouattara. Jeune Afrique livre les détails de ce discret activisme.



Ammy Baba Cisse



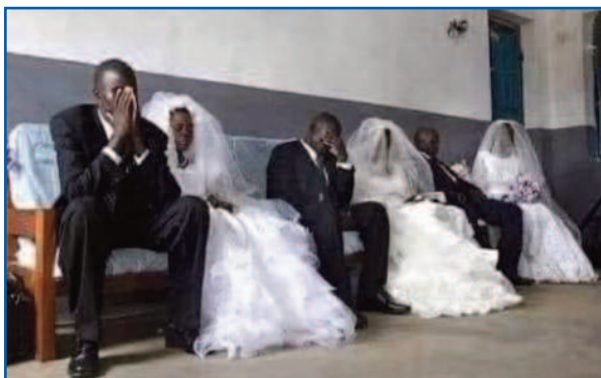
« Le procureur de la République près la commune ll a refusé de faire du blanchiment de procédure dans l'affaire de tentative d'assassinat du président.»
 Kassoum Tapo

■ YBC-Communication



#YBC/YB
INSOLITE.....

Pour divorcer au Ghana il faut venir de la même façon que vous étiez habillé le jour de votre mariage c'est à dire en robe de marié costume cravate .



■ Maliweb Infos



En terrain connu puisqu'en dehors de son diplôme d'ingénieur de Génie civil, Mme Dembélé Madina Sissoko a également comme vocation la conception et le suivi technique des projets de construction de bâtiments et travaux publics. C'est donc disposant d'une connaissance approfondie et d'une compétence confirmée en matière des transports et infrastructures qu'elle est en train de mener avec grand succès la tâche à lui confiée par les plus hautes autorités de la Transition. En un laps de temps, elle a insufflé un souffle nouveau au secteur des transports et des infrastructures. Infatigable travailleuse, Madame Dembélé, qui ne badine pas avec le travail bien fait, est tout le temps sur le terrain. C'est ainsi qu'elle a fait récemment une descente musclée à Yirimadio pour décongestionner la circulation et donner un coup d'accélérateur dans l'exécution des travaux d'aménagement de l'échangeur au croisement de la RN6 qui a pris du retard.



■ Abdrhamane AG MOSSA



Sur invitation du Conseil National de Transition, j'ai animé pendant deux jours, l'atelier de formation des membres CNT sur les réformes institutionnelles et politiques à l'hôtel Amitié.

@Mossa_ag
@AlassaneAichata



■ Armée française - Opérations militaires

#Lynx | Le 11/08, le détachement déployé en a reçu la visite de @MurielDomenach, ambassadrice @FranceOTAN, accompagnée de @LamourouxEric ambassadeur @france_estonia. Au programme : rencontre avec les militaires et présentation des matériels sur le camp de Tapa.



■ Roch KABORE



J'ai reçu ce matin le ministre de la Solidarité et de l'Action humanitaire du Mali. M.Oumarou Diarra est présent à Ouagadougou dans le cadre d'une rencontre visant à trouver des solutions idoines pour le retour dans la dignité des réfugiés et des déplacés. #BurkinaFaso #Mali

Opération Maliko, Secteur 5 : Les FAMA neutralisent des GAT à Songo (Dogofry)



Les hélicoptères FAMA ont opéré, ce mercredi 11 août 2021, des frappes ciblées sur des objectifs militaires dans le secteur de Songo, non loin de la localité de Dogofry. Ce secteur, une zone fortement boisée, sert de refuge aux groupes armés qui terrorisent régulièrement les paisibles populations, les empêchant ainsi de vaquer librement à leurs occupations.

Il est à noter que le Chef d'État-Major Général des Armées, le Général de Brigade Oumar Diarra était lundi 02 août dans ce secteur de Dogofry pour évaluer des opérations en cours conduites par les FAMA. Les ratissages continuent dans cette zone impraticable en cette période des hautes pluies.

Source : Forces armées maliennes

Zone dite des trois frontières NIGER-Mali-Burkina : Les attaques terroristes ont fait plus de 420 civils tués janvier à juillet 2021



De janvier à juillet 2021, plus de 420 civils sont tués et des milliers de personnes chassées de leurs maisons. C'est ce qui ressort du nouveau rapport de Human Rights Watch publié, hier mercredi 11 août 2021. Le document précise qu'il s'agit du bilan des attaques au Niger, au niveau des frontières avec le Mali et le Burkina Faso. En effet, les organisations de défense des droits humains condamnent ces abus et invitent aussi les autorités à intensifier leurs efforts pour protéger les villages vulnérables.

Près d'une dizaine d'attaques ont eu lieu au Niger, près des frontières du Mali et du Burkina Faso. Des civils ont été exécutés par des combattants islamiques avec leurs maisons et greniers brûlés. Ces informations sont rapportées par des témoins cités dans le rapport de Human Rights Watch. Des chefs de village, des leaders religieux, des personnes handicapées et de nombreux enfants sont parmi les personnes tuées. Human Rights Watch estime ainsi que les pays frontaliers doivent collaborer pour mieux protéger les civils contre les attaques dans la zone. Le rapport recommande également d'établir des réseaux d'alerte précoce et de réduire le temps de réponse des armées aux menaces des villages. La création de Comités composés notamment de civils et de forces de sécurité est aussi proposée par l'organisation. L'objectif est d'identifier les besoins urgents en matière de protection et d'y répondre, précise le document. Ce rapport est publié dans un contexte tendu au Centre et au Nord du Mali. A Ouatagouna, dans la région de Gao, une attaque contre des civils a fait une cinquantaine de morts cette semaine. Un drame qui a provoqué le déplacement de nombreux habitants de la localité dans la ville d'Ansongo.

Source : Indicateur du Renouveau

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DÉCENTRALISATION
SECRETARIAT GÉNÉRAL

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

COMMUNIQUE N° 006 /MATD-SG DU 12 AOÛT 2021

Il nous a été donné de constater sur les réseaux sociaux que le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Lieutenant-colonel Abdoulaye MAIGA a, aux noms de Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat et du Premier ministre, Chef du Gouvernement, Monsieur Choguel Kokalla MAIGA, salué l'engagement et la détermination des FAMA dans la lutte contre le terrorisme et la défense de l'intégrité de notre territoire. Il les a rassuré du soutien de l'ensemble du Peuple malien.

Après s'être entretenu avec les FAMA, le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Lieutenant-colonel Abdoulaye MAIGA a, aux noms de Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat et du Premier ministre, Chef du Gouvernement, Monsieur Choguel Kokalla MAIGA, salué l'engagement et la détermination des FAMA dans la lutte contre le terrorisme et la défense de l'intégrité de notre territoire. Il les a rassuré du soutien de l'ensemble du Peuple malien.

Par ailleurs, le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a tenu à remercier les forces étrangères pour leur accompagnement multiforme aux FAMA et la MINUSMA pour son appui au bon déroulement de la mission.

P/ LE MINISTRE P/O.
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Adama SISSOUMA
Chef de l'Etat National

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Mali : Le Secrétaire général de l'ONU condamne fermement les récentes attaques perpétrées



Le Secrétaire général condamne fermement les attaques perpétrées contre des civils le 8 août dans la région de Gao au Mali, au cours desquelles au moins cinquante civils auraient été tués et plusieurs blessés. La Mission multidimensionnelle des Nations Unies au Mali (MINUSMA) a envoyé des casques bleus dans la zone afin de protéger les civils et a augmenté ses patrouilles de jour et de nuit afin de dissuader toute nouvelle attaque et faciliter la fourniture de services de base dans la zone concernée, en coordination avec les Forces de défense et de sécurité maliennes.

Le Secrétaire général présente ses sincères condoléances aux familles endeuillées. Il souhaite un prompt rétablissement aux blessés. Ces attaques délibérées contre les populations civiles constituent de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. La MINUSMA se tient prête à aider les autorités maliennes à traduire en justice les auteurs de ces crimes.

Stéphane Dujarric, Porte-parole du Secrétaire général
New York, 11 août 2021

Congrès de l'Union Postale universelle à Abidjan : Le Premier ministre a été très sollicité



En marge des travaux du 27^e Congrès postal universel de l'Union postale universelle (UPU), le Premier ministre, Dr Choquel Kokalla Maïga, a été hyper sollicité entre audiences et interviews accordées aux confrères d'Africa 24 et de la presse ivoirienne.

Le chef du gouvernement a reçu, mardi matin, le ministre des Relations extérieures du Cameroun, Lejeune Mbella Mbella. Pas grand-chose n'a filtré de cet entretien du côté camerounais, mais l'ambassadeur de ce pays en Côte d'Ivoire s'est contenté simplement de dire que son ministre,

Billet d'humour : Fana, le couloir de la mort



De passage à Fana la semaine écoulée, je touche ma tête pour vérifier si elle n'a pas disparue. Prudence oblige, car dans cette tristement célèbre bourgade située à 125 Km de Bamako et forte de ses 36. 000 âmes, les spadassins, coupeurs de tête et autres démons de la mort, y règnent en maîtres absolus, depuis des lustres.

Dans les années lointaines, les Warakéla Amadou (Amadou Mariko) et Mossi Seydou y semèrent la terreur et la psychose en coupant de nombreuses grosses et petites têtes qui étaient, paraît-il, commercialisées.... Condamné à mort par le Procureur général feu Délé Guindo près la Cour d'assises qui les envoyaient ad patres, ces criminels furent mis hors d'état de nuire. Voilà encore que les démons de la mort reprennent service. Ils exécutèrent sans état d'âme le 12 mai 2018 la petite albinos Ramata Diarra. Deux autres en feront les frais les 4 novembre et 10 juin 2020. Puis Aguibou Bagayoko, le 2 août 2021. Le bilan de ces « mafas donso » pour la seule année 2018 est de huit personnes tuées et décapitées. Qui serait le prochain de ces crimes rituels ? L'albinos, le petit mendiant ou l'aliéné mental traînant dans les rues de Fana ? Tout compte fait, les pouvoirs sont interpellés face à cette situation qui n'a que trop duré.

En attendant, faudra-t-il se rendre ou séjourner à Fana ? En tous cas, si vous devriez vous y, n'oubliez pas, une fois sur place, de vérifier toutes les dix secondes si vos têtes sont bien en place...

Alpha Sidiki Sangaré
Source : Le Challenger

venu spécialement représenter le président camerounais, était tenu par un devoir de réserve. Et de rappeler que la coopération entre nos deux pays est au beau fixe et que nos deux peuples se portent une estime réciproque. Quelques heures après, le chef du gouvernement a aussi accordé une audience au ministre conseiller du président de la République de Côte d'Ivoire, Aly Coulibaly, venu lui rendre une visite de courtoisie et évoquer quelques sujets d'actualité de nos deux pays respectifs. La veille, le Premier ministre lui-même avait été reçu en audience par son homologue ivoirien avec qui il semble avoir les atomes crochus. La parole du Premier ministre, Dr Choquel Kokalla Maïga, a été largement demandée par la presse étrangère et chaque fois, il a impressionné nos confrères par la force des arguments avancés et la conviction exprimée à conduire, sous le leadership du président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, le bateau Mali à bon port pendant la période de la Transition.

Bréhima DOUMBIA / Source : L'ESSOR




Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Journée internationale de la jeunesse : Mossa Ag Attaher lance officiellement la phase de collecte des données auprès des jeunes des régions

Le Mali à l'instar des autres pays du monde a commémoré la Journée internationale de la jeunesse qui se déroule chaque année le 12 août. Cette célébration permet d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les problématiques liées à la jeunesse ainsi que de mettre en avant le potentiel des jeunes en tant que partenaires de la société d'aujourd'hui. En marge de cette célébration, le ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, a donné le top départ de la phase de collecte des données auprès des jeunes des régions dans le cadre de l'élaboration de la politique nationale de la jeunesse qui a eu lieu dans ses locaux.

Faut-il rappeler que c'est l'Assemblée générale de Nations Unies qui a choisi le 12 août comme la Journée internationale de la jeunesse pour la première fois en 1999. Il s'agit aujourd'hui d'une célébration annuelle des jeunes femmes et hommes en tant qu'acteurs essentiels du changement, mais aussi d'une opportunité d'attirer l'attention internationale sur les défis et les épreuves auxquels ils font face.

Dans le cadre de la présentation du processus d'élaboration de la nouvelle politique nationale de la jeunesse, le Directeur National adjoint de la Jeunesse, Ibrahim Boubacar Kalossi a d'abord rappelé la genèse de l'ancienne politique nationale de la jeunesse qui devrait être mise en œuvre en 2012 qui a coïncidé avec la crise que le Mali a traversé depuis et qui a impacté négativement sur la mise en œuvre de cette politique cadre du développement de la jeunesse ainsi que d'autres facteurs nouveaux qui ont aussi joué négativement sur la mise en œuvre.

Il s'agit bien des phénomènes de terrorisme, d'extrémisme violent et de migration irrégulière ainsi que les facteurs environnementaux qui ont touché tous les secteurs y compris le secteur jeunesse, d'où la nécessité pour le département de la jeunesse, en collaboration

avec les associations, organisations et mouvements de jeunesse, de procéder à l'évaluation de cette ancienne politique qui avait besoin d'être évaluée afin d'être relue.

Selon lui, le processus d'élaboration de la nouvelle politique de la jeunesse se situe à quatre (4) niveaux, à savoir : l'organisation des concertations régionales dans les 10 régions administratives et le District de Bamako. Il s'agira aussi de la cartographie des acteurs et de la revue documentaire des projets et programmes ainsi que des autres politiques sectorielles qui concourent à l'épanouissement de la jeunesse, et enfin des enquêtes de terrain. Quant au consultant, il dira qu'ils sont à la dernière ligne droite de l'élaboration de la politique nationale de la jeunesse.

Par ailleurs, le consultant a affirmé qu'on ne peut pas faire de la politique nationale de la jeunesse sans connaître les préoccupations de la jeunesse, car cette politique doit être adaptée au besoin de la jeunesse malienne. Le ministre Mossa Ag Attaher a indiqué que le département dispose déjà d'une mouture de Politique nationale de la Jeunesse du Mali. Elle a été élaborée suite à des concertations

dans toutes les régions, concertations nourries par des apports de différents experts et consultants sur les questions de jeunesse. « Cette mouture, nous estimons doit être davantage renforcée et consolidée conformément aux recommandations de l'atelier national de validation tenu les 8 et 9 juillet 2021 à l'Hôtel Maeva Palace.

Selon lui, à l'arrivée, il s'agira de réaliser une très large consultation des jeunes pour identifier leurs besoins, leurs attentes et leurs préoccupations en vue d'entreprendre des actions robustes à travers la Politique nationale de la Jeunesse pour y répondre. A travers cette journée internationale de la jeunesse, des discussions thématiques ainsi que des campagnes d'information prennent place dans le monde entier afin d'amener les États membres et le public en général à comprendre les besoins des jeunes, à mettre en place des politiques pour les aider à surmonter les défis qu'ils affrontent, mais aussi à les aider dans le processus de prise de décision.

■ Yama DIALLO



Daouda Tékété : « L'Éducation ne se limite pas à inculquer des données et des connaissances »

Célèbre journaliste malien, ancien conseiller technique au ministère de l'Éducation nationale, écrivain, Daouda Tékété nous livre ses analyses sur la crise de l'école malienne. Cette interview, qu'il a accordée à Sahel Tribune, est intervenue dans un contexte de bras de fer entre le gouvernement malien et la synergie syndicale de l'éducation signataire du 15 octobre 2016. Première partie de notre entretien.

Sahel tribune : depuis des décennies, l'école malienne traverse une véritable crise, liée notamment à des grèves intempestives. Quelle analyse faites-vous de cette crise scolaire ?

Daouda Tékété : L'absence d'une vision commune de l'avenir et le poids excessif des intérêts catégoriels à court terme neutralisent toute possibilité d'action énergique. Cette situation a pris une tournure tragique avec l'expérience du multipartisme. Les campus sont devenus des enjeux politiques au point que l'université et, de façon générale, le système éducatif, apparaissent comme les otages des partis politiques.

Partout les oppositions tentent de mobiliser les étudiants et les élèves, afin de faire pression sur les pouvoirs en place. Tandis que ceux-ci, pour desserrer l'étau, cèdent à travers certaines mesures, qui dégradent malheureusement la situation.

Les réformes indispensables, qui passent par des décisions rigoureuses et impopulaires, sont ainsi renvoyées aux calendes grecques. Les surenchères partisans occultent le vrai débat sur le naufrage du système et les risques que cela comporte pour l'avenir.

Qu'en est-il des grèves à répétition, qui font souvent recours à la violence ?

Les grèves à répétition, suivies souvent de violences et conduisant par moment à des années entières sans scolarité constituent une illustration du désarroi dans lequel est plongée la jeunesse malienne scolarisée.

Le bilan pédagogique, quant à lui, est facile à établir : rares sont les universités qui totalisent plus de dix semaines effectives d'enseignement dans l'année. Cela se traduit dans un indicateur encore plus parlant : la baisse constatée de niveau, partout déplorée, mais nulle part en situation d'être stoppée.

Les motifs du déclenchement de ces troubles



vont des résultats des examens aux questions liées aux bourses en passant par les situations les plus insolites.

C'est vrai que les bourses constituent, depuis la dévaluation du franc CFA, la raison principale des manifestations, grèves et troubles. Mais le foisonnement des causes, y compris les plus inattendues, est tel qu'il convient de les prendre en réalité pour ce qu'elles sont aujourd'hui. Et bien-sûr, l'arbre cache la forêt. C'est de cette forêt qu'il importe de débattre sérieusement. Parce que les réponses éparées à des revendications, apparemment hétéroclites, ne sauraient tenir lieu de thérapeutique réelle face à un mal qui doit être considéré comme profond.

Quelle est votre conception de l'éducation ?

L'éducation ne se limite pas à inculquer des données et des connaissances. C'est aussi la transmission d'un ensemble de valeurs qui, à leur tour, apprécient les connaissances acquises. Lorsque ces valeurs ne sont pas favorables au progrès, les connaissances acquises deviennent inadaptées et, par conséquent, caduques.

Aujourd'hui, les indicateurs de comportement,

cités pour caractériser les sociétés maliennes sont à bien des égards négatifs (corruption, abus de pouvoir, mauvaise gouvernance, destruction des biens publics...).

Ces indicateurs se rapportent particulièrement aux sortants de notre système éducatif actuel. Ils traduisent une perte des valeurs de la tradition malienne sans pour autant intégrer véritablement les finalités du système éducatif à l'Occidental, dans ses aspects positifs.

Est-ce une remise en question des programmes d'enseignement ?

Au Mali, il apparaît que les programmes enseignent le savoir-faire plutôt que le savoir-être. Les programmes concernent les langues étrangères, les matières scientifiques et technologiques.

Au Mali, avec le système classique, les élèves des écoles fondamentales rencontrent des difficultés pour apprendre à lire et à communiquer. Ceux qui terminent le 1er cycle n'ont, en général, pas acquis les compétences de base pour la compréhension écrite, la rédaction de textes et le raisonnement logique mathématique.

Cette situation inquiétante n'est pas caractéristique du seul système éducatif malien. Des

statistiques au niveau de l'UEMOA ont établi que le coût moyen d'un admis au certificat d'Études primaires, dans les pays de l'UEMOA, est de 24 années-élèves pour un garçon et 30 années-élèves pour une fille.

C'est-à-dire ?

En d'autres termes, un garçon sur quatre et une fille sur cinq survivent au premier cycle scolaire. Et, sur mille de ces survivants, une vingtaine réussiraient aux épreuves du baccalauréat, soit 2 % des 20 % qui étaient rescapés à l'entrée de l'enseignement secondaire ou collégial. Commence alors la 3e phase du marathon qui se solde dès la 1re année par plus de 50 % d'abandons. Ici encore, 20 % seulement des partants arrivent à la ligne d'arrivée.

Comment nous sommes arrivés à ce niveau ?

La meilleure des connaissances, c'est la connaissance de soi, dit-on. Un individu qui ne se connaît pas sera à la merci de toutes sortes de manipulations.

En réalité, nous sommes arrivés à ce niveau, parce que nous avons laissé la situation se dégrader progressivement. Pas seulement au niveau des enseignants, mais aussi au niveau de l'État, des élèves, de la société et des parents d'élèves. Nous avons tous vu la dégradation arrivée. Mais nous nous sommes focalisés sur les effets plutôt que de voir les causes.

Ces causes relèvent de quoi ?

Les causes profondes sont dues au fait que notre système éducatif est la perpétuation du système éducatif hérité de la colonisation. Il ne nous permet pas d'avoir des hommes de qualité tenant compte des besoins et des intérêts de leur famille, de leur communauté, de leur village, ou de leur État.

Aussi longtemps que nous penserons que la cause se situe uniquement du côté des enseignants, nous attendrons encore des années avant de venir à bout des préoccupations de notre système éducatif. C'est la formation qui a failli.

Propos recueillis par Bakary Fomba
Source : Sahel Tribune

Attaque terroriste contre trois villages dans le cercle d'Ansongo : Bilan 51 morts, le gouvernement décrète un deuil de 3 jours

Il s'agit des villages de Karou, Ouatagouna et Daoutegft, trois localités voisines à la frontière Mali-Burkina-Niger.

Le dimanche 8 août 2021, des hommes lourdement armés sur les motos ont massacré plus d'une cinquantaine de civils à Ansongo, emporté des animaux, laissant sur place plusieurs blessés, des maisons saccagées et incendiées. Selon des sources locales, ces hommes armés sont venus et ont tiré sur tout ce qui bougeait. Certaines victimes quittaient leurs champs, d'autres étaient simplement assises en train de causer.

Pas de raison spécifique connue pour le moment, expliquent d'autres sources locales. Les premières informations disent que l'armée a arrêté trois personnes la semaine dernière à la foire au bétail. Elles sont soupçonnées de vendre les animaux volés aux populations. Les terroristes estiment que ces trois ont été dénoncés par les populations locales aux FAMA. Et que le drame serait donc des représailles contre cette dénonciation.

L'État islamique dans le grand Sahara, le principal groupe terroriste qui opère dans la zone est fortement soupçonné d'être l'auteur de ces massacres. De nombreux militaires maliens et onusiens se sont rendus sur place pour sécuriser et « ratisser » la région. Mais à Bamako, l'angoisse est perceptible pour les familles de victimes. Le visage cerné, un ressortissant d'un des villages attaqués ce dimanche n'a pas fermé l'œil depuis 24h. Malgré l'arrivée des secours, il craint toujours pour la sécurité de ses proches. « Nous, on a pas pu communiquer avec eux. Évidemment, c'est l'inquiétude. Les gens en pareille situation ont toujours peur », dit-il. Situés en plein cœur de la zone des trois

frontières Mali, Niger, Burkina Faso, les environs sont régulièrement le théâtre de combats entre les groupes terroristes et les armées conventionnelles. Prises en étau, les populations sont les principales victimes des exactions. « Ce qui nous a surpris, c'est l'envergure de l'attaque, mais en réalité la zone était déjà exposée. Ça fait plusieurs années, il n'y a pas d'État et souvent il y a des incursions de ces forces du mal. Donc ce qui s'est passé hier, c'est la preuve que c'est un no man's land occupé par les groupes terroristes qui font ce qu'ils veulent en réalité », poursuit cet interlocuteur.

Outre la sécurisation des localités, la prise en charge des rescapés préoccupe les associations communautaires. « Des bras valides sont partis, des familles vont tomber dans les difficultés. Ils ont besoin d'assistance psychosociale, ils ont besoin d'assistance alimentaire, ils ont besoin d'être tranquilisés », explique un des responsables de ces associations. En cette période d'hivernage traditionnellement dévolue à l'agriculture, l'aggravation de la crise humanitaire pourrait augmenter le nombre de victimes collatérales de ces attaques.

Un deuil national de trois jours a été décrété à compter de ce mardi 10 août suite à la mort d'une cinquantaine de personnes dans cette localité du cercle d'Ansongo par le Président de la transition, Chef de l'État, colonel Assimi Goïta.

Brehima DIALLO
Source : 22 Septembre

Bah N'Daw-Moctar Ouane : Les confinés de la transition

Assignés à résidence depuis leur libération, le 27 mai 2021, après leur arrestation lors du coup de force du 24 mai, les anciens Présidents et Premier ministre de la transition, Bah N'Daw et Moctar Ouane, ne sont toujours pas libres de leurs mouvements. Cette privation de liberté sans aucune base légale suscite de plus en plus d'interrogations et fait l'objet de dénonciations, dans le pays et au sein de la communauté internationale. Sommés de ne plus mettre les pieds hors de ses résidences respectives, et sous une importante garde sécuritaire, l'ancien duo au sommet de l'État vit un confinement prolongé.

A la résidence de la base B où il est détenu et interdit de sortie, l'ancien Président Bah N'Daw reste néanmoins serein, confiant des officiels ayant pu le rencontrer. Le colonel-major de l'armée de l'air à la retraite semble avoir retrouvé, même sous contrainte et privé de sa liberté de mouvement, le repos de ces jours paisibles de retraité dont il profitait tranquillement avant d'être sollicité il y a presque un an pour diriger la transition. « Liberté » surveillée

Le 2 août 2021, c'est un homme « plein d'humour », « philosophe », « croyant » que rencontre Alioune Tine, expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme au Mali, en visite dans le pays. Ce jour-là, nous confie ce dernier, « Le Grand », comme il est surnommé par ses intimes, du haut de ses 1m 95, s'apprêtait à effectuer une marche au sein de la résidence aux côtés de sa fille. Libre de faire du sport, l'ancien Président, tout comme d'ailleurs son Premier ministre, reçoit des visites de la famille et des proches, même si elles sont conditionnées. « Les autorités ne s'opposent pas à ce qu'on rende visite à Bah N'Daw et à Moctar Ouane. Le problème, c'est qu'il faut qu'elles demandent en premier lieu aux concernés s'ils acceptent ces visites. C'est à partir de ce moment qu'elles sont autorisées ou non, en fonction de leurs réponses », dit Alioune Tine, qui salue par ailleurs le fait que les autorités aient facilité ses rencontres avec les deux personnalités. Ce n'était pas gagné d'avance quand on sait que quelques jours plus tôt, l'accès avaient été interdit à leur avocat, Maître Mamadou Ismaila Konaté.

Comme l'ancien Président de la transition, l'expert indépendant des Nations Unies a pu éga-

lement rencontrer l'ancien Chef du gouvernement Moctar Ouane dans sa résidence privée, sise à la Cité du Niger. Là-bas, selon une source proche, l'ancien Premier ministre est « sain et sauf » et continue d'ailleurs chaque jour de travailler sur ses projets personnels. « Il est libre à l'intérieur du domicile, mais il ne peut pas passer la porte d'entrée. Il reçoit sa famille et d'autres proches qui doivent passer une barrière de sécurité militaire à l'entrée. Il communique librement avec l'extérieur ». Parmi les gens reçus dernièrement, « des personnes de l'ONU » et des « dignitaires étrangers » entre autres.

La sécurité autour de la résidence de Moctar Ouane évolue par moment. Au tout début, dans les deux semaines qui ont suivi sa libération, l'ancien Premier ministre a reçu plusieurs visites. À ce moment-là l'entrée dans son domicile était aisée, avant que quelques jours plus tard elle ne soit filtrée. Les visites ont certes continué, mais non seulement un registre était tenu par les gardes pour accéder à la maison, et en plus les téléphones des visiteurs étaient systématiquement gardés pour ne leur être remis qu'à leur sortie.

« J'ai dû passer une ou deux fois par semaine avant de voyager entre-temps. Toutes les fois que je l'ai vu, les gens venaient chez lui, il regardait les infos, lisait les journaux », indique l'un de ses anciens collaborateurs, qui affirme avoir passé à chaque fois au moins 2h 30 dans la résidence de son ancien chef.

« Quand je l'ai vu, il allait très bien. Il était correctement habillé, il avait une très bonne mine. Moi, j'étais très étonné de voir comment il se portait », avoue-t-il. À en croire, notre source proche de la famille, entre 7 à 8 personnes se trouvent à l'intérieur de la résidence

du Premier ministre. S'y ajoutent les militaires chargés de sa garde, qui sont « logés et nourris » dans la résidence, selon nos informations.

Situation « inacceptable »

Si, à en croire les proches et certains autres personnes qui les ont visités, les deux personnalités se portent bien, la gestion de leur situation souffre quand même aujourd'hui d'un gros point noir.

Le lundi 26 juillet dernier, leur avocat, Maître Mamadou Ismaila Konaté, a été interdit d'accéder à leurs résidences respectives. L'ancien Garde des sceaux s'en offusque, arguant qu'empêcher un avocat de faire son travail est une « violation d'un droit fondamental de nos libertés et d'un droit d'exercice professionnel ». « On peut le faire aujourd'hui sans doute, mais demain on aura besoin des avocats. La liberté d'exercice de l'avocat est un principe fondamental, reconnu sur tous les territoires. Je pense que c'est une ligne rouge qu'il ne faut pas franchir », regrette celui qui considère qu'avec ce refus ce sont les 350 avocats du Mali qui sont atteints.

En outre, l'avocat a adressé des courriers, non seulement au Président de la transition mais également au Chef du gouvernement et au ministre de la Justice. Pour ces trois courriers, Maître Konaté n'a reçu « aucune suite à ces demandes » et n'a même « pas eu droit à un accusé de réception », ce qu'il juge ne pas être une « démarche de respect entre personnes civilisées ».

Pour autant, l'ancien ministre de la Justice est déterminé à mettre fin à la situation « d'assignés à résidence » de ses clients, qu'il qualifie « d'anormale, non conforme au droit et qui viole le droit à la liberté, non acceptable ni au Mali, ni ailleurs ».

« On ne peut pas être sous le couvert d'un régime militaire, décider d'anéantir les libertés et les droits sur la base de rien du tout et que rien ne se passe, ni que personne ne dise rien », s'indigne l'avocat. C'est pourquoi il a saisi la Cour de Justice de la CEDEAO d'une requête dont la procédure suit son cours. Elle a été transmise à l'État du Mali, qui dispose d'un délai de 30 jours au terme desquels il doit réagir par rapport au contenu. Après la réaction attendue de l'État du Mali, la Cour va tenir une audience au cours de laquelle l'avocat de Bah



N'Daw et de Moctar Ouane compte soumettre ses arguments et « donner l'opportunité à la Cour de trancher le litige ».

De manière officielle, aucune charge n'est retenue contre les anciens Président et Premier ministre de la transition et leur dossier n'est toujours pas judiciairisé. Selon les autorités, notamment le Premier ministre Choguel Maïga, l'assignation à résidence serait pour leur propre sécurité.

« C'est de la folie. Comment veut-on retenir quelqu'un contre son gré ? La sécurité des gens n'incombe-t-elle pas plus aux gens qu'à ceux qui veulent éventuellement maintenir cette sécurité ? », s'insurge Maître Mamadou Ismaila Konaté pour lequel cet argumentaire n'est simplement qu'un « leurre », un « faux alibi », la vraie problématique étant que des droits et libertés soient délibérément anéantis.

Cet avis est également partagé dans une certaine mesure par le Président de la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH), M. Aguibou Bouaré, selon lequel les deux personnalités sont dans une « situation de détention illégale ».

« On a tenté de nous expliquer que c'est pour leur propre sécurité. En tant que spécialistes du domaine, nous savons qu'aucune mesure de sécurité ne peut justifier une assignation à

résidence, qui plus est qui ne provient pas de l'autorité judiciaire. Il est donc tout simplement regrettable de constater la persistance d'une telle violation des droits de l'Homme », s'alarme-t-il.

Libération en vue ?

Quelles que soient les conditions de leur assignation à résidence, les deux anciennes premières autorités de la transition aspirent à recouvrer au plus vite leur liberté. C'est le même esprit qui prévaut chez les défenseurs des droits de l'Homme qui se sont prononcés sur la situation, que ce soit au plan national ou à l'international.

Les lignes semblent bouger quant aux négociations enclenchées pour un dénouement de l'affaire, qui selon tous les observateurs et experts des droits de l'Homme, est une violation grave et une atteinte à la liberté.

L'expert indépendant des Nations Unies Aliou Tine est optimiste. « Des actes concrets sont pris par les autorités qui vont dans le sens de leur prochaine libération. Le Comité de suivi, formé tant de Maliens que de gens des Nations unies, notamment de la Minusma, et de gens de la Cedeao, y travaille d'arrache-pied tous les jours », assure l'expert sénégalais.

Quelles sont ces mesures concrètes ? En réa-

lité, ce qu'il faut savoir, selon M. Tine, c'est que le processus de reconnaissance des statuts d'anciens Président et Premier ministre est enclenché pour Bah N'Daw et Moctar Ouane et suit toujours son cours normal. Résidence, sécurité, et même création de cabinet d'ancien Chef d'État pour Bah N'Daw, les derniers détails sont en train d'être réglés.

« Ces droits leur sont reconnus et sont en train d'être mis en œuvre. Ce n'était pas encore le cas. C'est pour cela que je dis que cela va dans le bon sens. Eux-mêmes reconnaissent que des mesures sont en train d'être prises pour les faire rentrer dans leurs droits », explique Alioune Tine, auquel l'ancien Président de la transition l'a personnellement confié.

Au vu de tout cela, le fondateur du think tank Afrikajom Center, sans pour autant donner d'horizon fixe pour la libération totale de ces deux personnalités, « nourrit l'espoir » qu'ils seront libérés dans les meilleurs délais, ce qui ce sera « mieux pour le Mali, pour la transition et pour les deux premiers concernés, Bah N'Daw et Moctar Ouane ».

« C'est une décision qui arrangera tout le monde et est très souhaitée par la communauté internationale », rappelle l'expert.

Mohamed Kenoui

Source : Journal du Mali

Cheick Oumar Sissoko au Club de lecture Kalan Blon de Mahamadou Samaké : « Il faut un sursaut national pour mettre fin à la crise »

Le livre du cinéaste Cheick Oumar Sissoko, "Lettre ouverte au peuple malien" était au centre d'une conférence-débat le vendredi 06 août 2021 à l'Institut d'Enseignement Supérieur Privé (IP-Smarth) sis à Niamakoro.

Gagny Traoré, étudiant en Mécanique et Energie à l'Ecole Nationale d'Ingénieurs Abdramane Baba Touré, a magistralement exposé sur le contexte de publication de l'ouvrage, publié par les éditions à plus d'un titre, Ebena et du Mandé, préfacé par le célèbre artiste musicien Salif Kéita. Aussi, dit-il, cette lettre de 64 pages structurée en douze parties, dépeint et explique la crise politique et sécuritaire que vit notre pays, propose des pistes de solutions et invite les populations à s'impliquer dans la gestion des affaires publiques pour redonner à notre pays sa grandeur d'antan.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Dans ses éléments de réponses aux nombreuses questions du public, l'auteur Cheick Oumar Sissoko soutient que la situation de crise politique, sécuritaire, économique et morale, est due à la fois à des conjonctures internes et internationales. Selon lui, « l'Etat en charge de la gouvernance ne fait plus face à ses devoirs, les leaders religieux et la classe politique n'en demeurent pas moins des références ».

Dans ce capharnaüm, les puissances d'argent en quête de zone d'influence ont fait haro sur notre pays dont 80% du territoire, est riche en ressources minières (Or, uranium, lithium, Coltan et cobalt) et énergétique. Aussi, révèle-t-il, que depuis le 18ème siècle, le capital financier pour avoir des débouchés pour ses produits finis et extraire les matières premières a partagé l'Afrique au cours de la Conférence de Berlin.

Selon l'auteur, 1855-1898 équivaut à la guerre de colonisation dans notre pays a fait face de 1898 à 1916 à diverses formes de résistance (Bwa de San, Sikasso, et Beledougou) avec



comme période de calme de 1916 à 1946, date de création du Rassemblement Démocratique Africain.

En outre, il a affirmé que le Sahara contient de l'eau pouvant nourrir l'humanité pendant 200 ans. Ce qui explique, selon lui, les enjeux géostratégiques de la crise pour la France endettée à hauteur de 2.600 milliards d'Euros. Pour ce qui est de la crise sécuritaire au nord du pays, l'auteur Cheick Oumar Sissoko, affirme que celle-ci peut s'expliquer par le retrait des postes de sécurité par l'accord de Tamanrasset. Lequel retrait a été confirmé par le Pacte national de 1992, l'accord d'Alger de 2006 et l'accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale de 2015. A ses dires, cette situation a laissé libre au cours aux terroristes qui ont développé une véritable économie criminelle (trafic de drogues, de cigarettes, prise d'otage etc.).

Concernant sa participation au Mouvement du 5 juin et Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) et la prétendue contradiction avec sa personnalité, l'auteur de la lettre ouverte au peuple malien, persiste et signe que

c'est son mouvement Espoir Mali Koura (EMK) qui a lancé l'appel au peuple malien. Lequel appel a été répondu par la CMAS affiliée à l'imam Mahmoud Dicko et le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) élargi à d'autres forces politiques et sociales après le succès du Rassemblement du 5 juin. Il précise que son appartenance au M5-RFP en dépit de la présence de certaines personnalités controversées, visait à susciter un sursaut national pour éviter le chaos à notre pays.

Invitant les jeunes à lire, il a martelé que la lecture est la clé de voûte de la culture intellectuelle et annonce avoir entretenues et animées 60 bibliothèques publiques équipées de 5.000 à 15 000 livres, lors de son passage dans le gouvernement du président Amadou Toumani Touré, comme ministre de la Culture. Pour finir, il a lancé un appel pour la pacification du pays : « Il faut un sursaut national pour mettre fin à la crise », a lancé le cinéaste auteur.

Alpha Sidiki Sangaré
Source : Le Challenger

Funérailles en milieu Sénoufo : Les défunts sont dignement célébrés

Chez les Sénoufo, on préfère la joie aux pleurs, lors des obsèques. La mort est perçue comme l'évènement le plus important de la vie. Le départ de la dépouille pour le monde des ancêtres donne lieu à des fêtes qui durent quelques jours

« Auparavant, les vieux sénoufo préparaient la mort », explique l'Abbé Edouard Coulibaly, responsable du volet recherche du Centre culturel sénoufo. D'éthnie sénoufo, il est originaire de Kadiolo (la capitale du Folona). Avant leur décès, certains anciens préparaient leur « Cousaba », autrement dit un grand boubou, le pantalon et le bonnet à porter et des couvertures. Ils les confiaient au fils aîné ou à celui qui s'occupe d'eux. D'autres demandaient même à leurs enfants de creuser leur tombe. Ce, « pour ne pas fatiguer » les gens le jour J. Dès l'annonce du décès, la fête commence. Le corps du défunt est gardé pendant deux jours.

Entre-temps, les joueurs de balafon se mettent à l'œuvre, le même jour. Ils jouent de la musique pour sécher les larmes. Tandis que les chanteurs louent la bravoure et rappellent les bienfaits du défunt, les enfants de ce dernier et leurs amis dansent.

DÉCOMPTE DES COUVERTURES – Pendant ce temps, la fille aînée du défunt commence à compter les couvertures. Chaque être cher du défunt souhaite lui offrir une couverture (fils, filles, épouses, amis, connaissances, etc.). Autrement, le défunt pouvait se voir offrir près de 70 couvertures au total. Aujourd'hui, ce chiffre est réduit au minimum à 7 couvertures et au maximum à 20.

Après le lot qu'on utilise pour couvrir la dépouille, les fils se partagent le reste des couvertures. Et chaque bénéficiaire doit obligatoirement inviter ses amis lors des grandes funérailles. À en croire l'Abbé Coulibaly, ce nombre pléthorique de couvertures s'explique par une croyance des Sénoufo. Ils se disent que, dans l'au-delà, le défunt partagera avec les autres morts.

Après l'enterrement, il faut attendre 3 à 5 mois pour organiser les grandes funérailles. Chez les Sénoufo, cette décision est prise par le chef de lignage. Sans funérailles, le défunt n'accède pas au ciel, pense-t-on. C'est une fête sans aucun signe de deuil. Les funérailles constituent une fête de joie et d'espérance. C'est l'occasion de retrouvailles pour les parents, les habitants du village et les alliés. Tout ceci est accompagné par un orchestre. Selon l'Abbé Edouard, dans sa localité, les funérailles durent toute une semaine. En plus des hôtes, chaque fils et fille du défunt invite ses amis. Les festivités des premiers jours de la semaine des funérailles sont dédiées aux étrangers. Pour le reste, chaque jour est réservé aux invités d'un des fils ou filles de la famille.

Au cours de la semaine, les étrangers et les





habitants du village dansent au son du bala-fon, mangent et boivent. Ils tiennent à contribuer financièrement à l'organisation. Le dernier jour des funérailles, dans l'après-midi, les jeunes du village transportent une natte qui représente le défunt (ce dernier est déjà enterré). En cours de route, les gens qu'ils rencontrent mettent de l'argent sur la natte. Ainsi, ils transportent la représentation du défunt dans la case des morts, appelé « cougba », en langue sénoufo. Vers 16 heures, ils enlèvent tous les objets de la case avant de le faire écrouler. Ainsi, prennent fin les funérailles.

STATUT D'ANCÊTRE- Entre 1991 et 1992, le correspondant régional de l'AMAP à Sikasso, Fousseyni Diabaté, qui a accompagné le gouverneur de la région, Alpha Abdoulaye Sow, aux funérailles du célèbre chanteur sénoufo, feu Lamissa Bengaly, se souvient. Ces funérailles ont été une grande fête. Il y avait du folklore sénoufo et les gens ont dansé. « Des jeunes qui transportaient le défunt faisaient des va-et-vient interminables, au pas de course, dans la foule. Quelques fois, lorsqu'ils revenaient sur leurs pas, ils déposaient le corps du défunt. Les femmes de ce dernier s'agenouillaient autour de lui et murmuraient des paroles. Après, les jeunes continuaient leurs allers-retours, jusqu'à l'heure de l'enterrement », détaille Fousseyni Diabaté.

Fousséni Diamouténé, un Sénoufo ressortissant du village de N'Gorodougou (Commune de Danderesso) raconte les funérailles d'une vieille mère. « La population a passé toute une

nuit à manger et à danser au son du Cicaara », se rappelle le sexagénaire, ajoutant que c'est le lendemain qu'ils ont enterré la défunte.

Dans d'autres contrées sénoufo de la région, comme Lofiné, Gnaradougou et Soronto, les populations ont gardé la tradition des festivités des funérailles. Certaines femmes sé-

noufo, en plus des chants et danses, portent des uniformes.

Selon les précisions de l'ancien directeur adjoint du Musée national, Salia Mallé, dans d'autres communautés sénoufo, lors des funérailles, le « Poro », (société secrète en charge de l'initiation des jeunes), assure le rituel. Les porteurs de « masques-hommes » incarnent des animaux mythiques. Ils sont cagoulés. Personne ne doit et ne peut les reconnaître. Selon un ordre rituel précis, ils apparaissent par catégorie, chacune ayant une mission particulière.

Les masques se produisent dans une ambiance assez terrifiante, car ils sont chargés de chasser les mauvais génies et d'associer les ancêtres courroucés qui doivent accueillir le défunt. D'autres masques forment un cercle en tournant autour de la dépouille. « Chez les Sénoufo, les funérailles ont pour fonction de donner au défunt le statut d'ancêtre », explique Salia Mallé. Malheureusement, ces festivités ont tendance à disparaître chez certains Sénoufo sous les coups de boutoir des religions et de la modernité.

Mariam F. DIABATE
(AMAP)

Les veilleuses de la dépouille

Au cours des funérailles chez les Sénoufo, trois vieilles femmes sont désignées pour veiller sur le corps, avant l'enterrement. Ces trois vénérables mères montent la garde, 24h/24, durant 2 à 3 jours. Elles chassent les mouches du corps.

En récompense, ces veilleuses se nourrissent de poulet et de riz. Un poulet entier, à

chaque repas ! Dans le but de les protéger des mauvaises odeurs du corps. Si le poulet n'est pas entier, les vigiles peuvent se plaindre auprès de la cuisinière. C'est le mari de cette dernière qui est interpellé. Alors, il fait tout pour calmer la situation.

M. F. D.
Source : Essor



Présidentielle en Zambie : Le pays, économiquement affaibli, retient son souffle

Sept millions d'électeurs sont appelés aux urnes ce jeudi 12 août lors d'un scrutin marqué par des violences préélectorales et le déploiement sans précédent de l'armée.

« Je suis un peu effrayée et excitée en même temps », raconte à RFI Beatrice Chola, avocate à Lusaka. Alors qu'elle a l'habitude de voter dans la capitale, cette fois-ci, elle a dû faire un déplacement de huit heures pour déposer son bulletin dans l'urne d'une autre circonscription, celle de Kitwe, dans la Copperbelt, la « ceinture de cuivre » de Zambie. Elle se trouvait dans cette région minière en visite chez sa sœur lorsque les inscriptions dans les listes électorales ont été ouvertes, en novembre 2020. Compilées en un temps record, en trente jours au lieu de six mois, ces listes ont bousculé la population zambienne. À tel point que Beatrice Chola manquait de temps pour rentrer chez elle et s'inscrire dans les bureaux de vote de Lusaka. « Ma sœur m'a alors conseillée de m'inscrire ici, dans la Copperbelt », raconte-t-elle. De retour dans la région minière pour accomplir son devoir électoral, elle fait part de son incompréhension face à l'arrivée de soldats de l'armée dans ce fief électoral, un endroit clé du scrutin. « À Kitwe, on a déployé 87 hommes en uniforme. Je ne comprends pas pourquoi. Cette ville est trop petite pour justifier un tel déploiement. »

Un déploiement militaire qui passe mal

La raison officielle avancée par les autorités est le maintien de l'ordre. Début août, des violences ont éclaté entre les partisans du PF, le Front patriotique au pouvoir et de l'UPND, le Parti uni du développement national de l'opposition. Ces groupes d'autodéfense, armés de machettes et de haches, sont surnommés les « cadres » et font office de « bras armés » des deux grands partis. Deux militants du PF ont perdu la vie lors des affrontements. « Ces groupes d'autodéfense intimident parfois les gens dans la rue, les passant à tabac, et parfois ils harcèlent les femmes, ils extorquent les conducteurs, les obligeant à leur verser de l'argent. Si vous refusez, ils vous



agressent ou ils brisent les vitres de votre véhicule, c'est la folie ! Parce qu'ils appartiennent à un certain parti politique, ils ont l'impression d'être intouchables et de pouvoir faire ce qu'ils veulent », témoigne l'avocate Béatrice Chola.

Mais le déploiement de l'armée n'est pas non plus de nature à rassurer la population. « Les soldats devraient rester dans les casernes, c'est à la police de gérer le maintien de l'ordre », estime Mundia Hakoola, directeur exécutif de l'ONG Continental Leadership Research Institute (Institut continental de recherche sur le leadership). À condition toutefois « de demeurer dans le cadre de la loi, et de refuser que ses ordres soient dictés par les hommes politiques », déclare-t-il à RFI.

Des institutions à la botte du pouvoir ?

Arrivé au pouvoir depuis 2015, suite au décès de son prédécesseur Michael Sata, le président Edgar Lungu est accusé par la société civile d'avoir manipulé les institutions pour s'accrocher au pouvoir. Il a multiplié les actes de répression contre la dissidence, infligeant notamment quatre mois de prison à son opposant actuel, Hakainde Hichilema, qui avait contesté sa victoire à la présidentielle de 2016. Le scrutin de jeudi s'annonce serré entre Lungu et Hichilema, surnommé « HH », ce qui fait craindre de nouvelles violences. « Les gens ont peur, confie Natacha Lungu, étudiante

(sans lien de parenté avec le président sortant). Nous n'osons même pas porter certaines couleurs car nous avons entendu des histoires de gens qui ont été passés à tabac pour avoir affiché les couleurs associées à un parti politique qui n'est pas favorable au régime actuel. »

Ethnicisation du débat

Des inquiétudes ont été exprimées également au sujet de « l'ethnicisation » du débat politique. « Nous avons entendu dire que si les électeurs zambiens votent pour un candidat qui prône les intérêts uniquement de son ethnie, le reste de la population va souffrir », ajoute Natacha Lungu.

Au cours de la campagne, les figures du parti au pouvoir ont ravivé de vieilles accusations selon lesquelles Hichilema est un « tribaliste » qui ne bénéficie pas d'un large soutien au-delà des membres de son groupe ethnique, les Tonga, et ne peut donc pas être considéré comme un leader national.

Mais les difficultés économiques de la Zambie, qui est devenue le premier pays africain à faire défaut sur sa dette souveraine, ont donné au patron de l'UPND sa meilleure chance de briguer la présidence, à sa sixième tentative.

Rivaux de toujours

Hichilema, qui se décrit comme un « self-made man » a mis en avant ses compétences

en tant que homme d'affaires et économiste, proposant des remèdes contre les difficultés économiques du pays, qui ont plombé son rival.

Le président Edgar Lungu a, lui, fait campagne sur les investissements dans les infrastructures et sur le contrôle accru des mines de cuivre, principal produit d'exportation du pays. Durant son mandat, le leader du Front patriotique a augmenté les dépenses sociales, malgré les contraintes budgétaires. Une gestion qui est loin de convaincre les économistes.

Bilan économique décrié

« Il y a eu une mauvaise gestion économique, ainsi qu'un appétit implacable pour dépenser les fonds empruntés afin d'honorer les promesses électorales », explique l'économiste zambien Caesar Cheelo. Très endettée auprès de la Chine, la Zambie a aussi été fragilisée par la pandémie de Covid-19. Fin 2020, elle n'arrivait plus à rembourser aucun de ses créanciers, faute d'argent.

« C'est un mélange d'incompétence, de précipitation, de recherche de rente et de corruption qui a contribué à la crise, et qui a érodé petit à petit les acquis économiques qui avaient été gagnés », renchérit Caesar Cheelo.

« Oser rêver »

« La situation économique est devenue si critique qu'il est très difficile pour les petites et grandes entreprises de se projeter vers l'avenir, explique le militant et chanteur ChamaFumba. Pour leur part, les jeunes sont inquiets parce qu'il n'y a pas de croissance. L'enjeu de ce scrutin, c'est d'oser rêver plus grand qu'un poste d'enseignant ou d'infirmier. »

En dix ans, la Zambie, pays minier qui possédait l'une des économies les plus dynamiques du continent, a vu sa monnaie s'effondrer et sa dette grimper à dix milliards d'euros, dans un pays qui compte à peine 17 millions d'habitants. Un gouffre abyssal. Mais les Zambiens n'attendent pas seulement un leader qui les fasse rêver, ils veulent un président ou une présidente qui redresse rapidement le pays.

Source : RFI

Côte d'Ivoire : Les partisans de Laurent Gbagbo attendent maintenant le nouveau parti

L'ex-président Laurent Gbagbo a décidé, lundi 9 août, d'abandonner le Front populaire ivoirien, parti qu'il a créé dans la clandestinité en 1982. Dans une « guerre » pour le contrôle du parti avec Pascal Affi N'Guessan, la justice a donné raison à son ancien Premier ministre. Gbagbo renonce à s'engager dans une interminable bataille juridique et décide de créer un nouveau parti. Ses militants, si attachés au FPI, ont appris la nouvelle à l'issue du comité central extraordinaire. Ils sont amers, mais ils décident de suivre leur champion.



Pour plusieurs militants à Yopougon, fief incontesté de Laurent Gbagbo, la page FPI semble tournée, 48 heures seulement après l'annonce du chef, mais non sans regrets. Le FPI est l'un des plus vieux partis de Côte d'Ivoire, avec presque quarante années d'existence.

Lien sentimental

Le lien sentimental est très fort. Deux militants, sous anonymat, acceptent le divorce avec amertume, mais ils valident la décision du chef : « Ça me fait vraiment mal, mais ça ne peut pas m'ébranler. On ne peut faire d'omelette sans casser des œufs. C'est vrai, le FPI est un parti emblématique, qui a son histoire, mais on ne peut pas faire autrement ». Pour cet autre, « Ça me peine. Si Laurent Gbagbo a pris cette décision, il faut s'aligner. Tout ce que Gbagbo fait et dit, est bon. C'est

Gbagbo ou rien. »

La décision est aussi douloureuse au sein de la haute direction. Justin Koné Katina, porte-parole de Laurent Gbagbo, a cette formule pour le dire : « On nous a arraché la chemise que portait notre enfant, on va lui trouver une nouvelle chemise. Mais nous avons un élément de mobilisation important qui s'appelle Laurent Gbagbo. »

L'attente du nouveau nom

Les militants attendent le nouveau parti, son nom, ses couleurs, son slogan, son logo. « Nous sommes encore au laboratoire », dit le porte-parole, étape majeure avant le coup de peinture final au congrès prévu pour fin octobre au plus tard.

Source : RFI



Messi au PSG : Le maillot de la superstar argentine déjà en rupture de stock

Lionel Messi était présenté ce mercredi 11 août à la presse par le Paris Saint-Germain au grand bonheur des supporters qui se sont empressés d'acheter le maillot floqué du nom du nouvel attaquant de la capitale. Ils étaient des centaines à faire la queue, parfois plusieurs heures devant la boutique du club sur les Champs-Élysées.

« Le premier maillot de Messi, au PSG, celui-là je vais le garder à vie. » Marc a de quoi se réjouir : il est le premier à sortir de la boutique avec le maillot de Lionel Messi sur le dos. Et il a mérité son achat : il a passé la nuit devant le magasin du PSG. « Ça fait 26 heures que je n'ai pas dormi, confie-t-il. C'est ridicule de passer dix heures comme ça dans la nuit, mais franchement, Messi, c'est un rêve et avec l'excitation, le sommeil, il n'existe plus. Il n'y a plus besoin

de sommeil. J'ai acheté le maillot le premier, c'est magnifique. »

Pour les autres en revanche, il va encore falloir être patient, la file d'attente s'étend sur des centaines de mètres. Anthony a pris le train depuis la Bretagne pour être présent. Mais pour lui qui suit l'équipe depuis le début des années 2000, l'attente vaut vraiment le coup. « Voilà, [le PSG] c'est plus qu'un club et puis Messi, c'est le meilleur joueur du monde. À l'avoir là, ça veut dire qu'on va avoir une at-

taque incroyable, une équipe incroyable, affirme le supporter. Ça donne envie de venir, de partager, de voir des gens qui aiment ça aussi. C'est l'ensemble, c'est le PSG, c'est Paris avant tout. C'est énorme. Je n'ai pas trop de mots, en fait. »

C'est aussi le moment pour de nombreux chanceux de se faire prendre en photo devant la boutique avec la précieuse tunique. Ikram, elle, n'a même pas eu à faire la queue, et pour une bonne raison : « Comme je suis enceinte, ils m'ont laissée passer directement, explique-t-elle. C'est pour le papa et pour le bébé. Le papa, il a eu la larme à l'œil quand il a vu Messi, donc là, c'est hyper important pour lui. Même maman est super heureuse. »

L'engouement est donc total pour les maillots du nouvel attaquant vedette. En à peine quelques heures, la boutique en ligne du PSG affichait déjà une rupture de stock pour les maillots de Lionel Messi.

Source : RFI



Bélier (21 mars - 19 avril)

Un tournant est en marche dans votre carrière professionnelle. Un supérieur hiérarchique a pu récemment vous proposer un poste qui vous demande de réaliser des tâches inédites. La nouveauté est aussi source de stress, mais vous relevez le défi proposé.

On peut vous faire travailler en équipe alors que ce n'est pas votre fort. Votre personnalité attire la sympathie et elle rassemble. Profitez de ces atouts pour instaurer un climat de confiance et lancer de nouvelles idées liées au poste de travail.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Aujourd'hui vos supérieurs vous mettent à l'épreuve, on vous demande de gérer un imprévu professionnel de grande importance. Vous devez faire preuve de self-control et de réactivité. Vous avez du culot, votre audace étonne et vous propulse.

Si vous avez une transaction à mener, ne faites rien à la va-vite. Toute action mérite de la réflexion. Cependant, votre situation financière est sur la bonne voie. Vous avez été un bon gestionnaire, il faut continuer. La journée est favorable.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous aimez effectuer des tâches diversifiées. Votre souhait est entendu, car on vous demande d'être polyvalent. L'activité est propice à une réunion où votre avis compte. Votre poste actuel peut être encore transitoire, mais apporte une satisfaction.

Les petites dépenses sont nombreuses et vous pouvez perdre beaucoup d'argent suite à des coups de cœur irrésistibles. Faites attention aux dépenses qui ne sont pas utiles pour la journée ou pensez à payer en plusieurs fois vos achats pour éviter un découvert.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vos qualités d'expression et de communication, sans oublier votre forte intuition, vous aideront à atteindre vos objectifs si haut placés soient-ils. Aujourd'hui, tout vous semblera possible. Vous vous sentirez animé d'une force véridique.

Vous n'aurez aucune difficulté financière, du moins pour la plupart d'entre vous. Les astres sont cléments à ce niveau. Vous n'aimez pas manquer, vous faites donc tout ce qu'il faut pour vous assurer de quoi assurer vos charges courantes.



Lion (22 juillet - 23 août)

Une formation pourrait avoir lieu et vous mettre au contact de nouveaux collaborateurs. Mais vous n'êtes pas disposé à faire des concessions. Votre franc-parler et impulsivité sont capables de créer une atmosphère électrique sur le lieu de travail.

Les questions financières sont au centre de vos pensées. Vous devez faire des concessions sur les sorties, car votre générosité entraîne des dépenses qui amputent le budget. Vénus et Mars en Vierge vous exposent à vivre des loisirs qui reviennent cher.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous êtes un excellent élément dans votre entreprise. Votre hiérarchie vous donne de nouvelles responsabilités, vous avez l'opportunité de démontrer vos talents. Vous reprenez la direction d'un projet en cours, votre détermination paie. Foncez !

Aujourd'hui vous pouvez améliorer vos revenus, mais avant de vous lancer, réfléchissez bien, n'agissez pas sur un coup de tête. Vous avez besoin de conseils avisés. Pour éclairer votre lanterne, rapprochez-vous d'une personne spécialisée en finances.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Pour être honnête, ces derniers temps vous avez tendance à vous reposer sur vos lauriers. Fini le temps où vous preniez des initiatives qui se révélaient gagnantes. Vous restez sur vos acquis. La possibilité d'une évolution ne vous fait pas rêver.

Aujourd'hui des frais que vous n'aviez pas prévus vous obligent à revoir vos comptes et surtout votre façon de les gérer. Il faut bien l'avouer, ça vous agace, vous ne supportez pas de perdre votre temps. Allez ! Faites donc un petit effort !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Mars renforce vos ambitions, votre goût du pouvoir et de la conquête. Uranus stimule votre détermination et votre soif d'affirmation personnelle avec une grande volonté d'indépendance. Il vaudrait mieux ne pas se trouver en travers de votre chemin !

Votre bonne étoile veille sur vous ! Même si vous avez l'impression que quelque chose ne va pas, patientez, ne paniquez pas, les choses s'arrangeront très vite. Votre budget est équilibré, vous savez vous montrer très raisonnable s'il le faut.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Grâce à des appuis, vous parvenez à vous faire une idée plus précise de votre futur poste professionnel. Neptune en Poissons vous inspire pour créer ou avoir un métier bien plus épanouissant. Des démarches sont à venir pour trouver ce qui vous va le mieux.

Des moments d'incertitude sur votre avenir vous incitent à rester prudent vis-à-vis des dépenses. Jupiter en Sagittaire vous rend toujours généreux, mais il est conseillé de ne pas trop dépenser pour garder une bonne trésorerie avant la fin du mois.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Aujourd'hui, vous manquez cruellement de motivation. Vous avez envie de tout envoyer balader, vous traînez des pieds pour remplir vos tâches journalières. Vous remettez votre carrière professionnelle et ses enjeux en question, vous broyez du noir.

Si vous avez placé votre argent dans des projets sécurisants, vous devriez récolter de beaux bénéfices. Cette journée est placée sous le signe des opportunités, financièrement vous devriez voir la chance arriver. Sautez sur chaque occasion.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre activité peut avoir un lien avec la clientèle ou nécessiter de prendre la parole en public. De nouvelles expériences arrivent sur le terrain et on vous demande de les vivre avec peu de préparations. De l'adaptabilité est demandée dans votre poste.

Les frais pour les moyens de transport sont élevés et vous font râler. Le budget est grignoté également par d'autres achats faits sur des coups de cœur. Les gadgets pour votre véhicule ou l'intérieur de votre habitat restent des dépenses probables.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous vous impliquez sans relâche, ce qui pourrait susciter des jalousies de la part de certains de vos collègues s'imaginant déjà que vous avez comploté avec votre hiérarchie. Ne vous laissez pas atteindre par l'attitude peu professionnelle de ces personnes.

Il est certain que si vous vivez au-dessus de vos moyens, vous allez droit vers les problèmes. En revanche si vous vivez en fonction de votre niveau financier, vous apprécierez la tranquillité d'esprit que représente un compte en banque sans incident.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

853 Malikilé
Pourquoi le vaccin AstraZeneca indexe : La réponse d'un professeur allemand
Transition malienne
Le M5-RFP refusera-t-il la compromission ?

854 Malikilé
Démographie, sécurité et paix : Vers une mutualisation des efforts des acteurs ?
Sommet sur le financement des économies africaines
Un air de déjà-vu

855 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAWAKO
"Développement durable et capital humain : Mises en pratiques opérationnelles pour la transition au Mali"
Points de presse du M5-RFP
Grand Rassemblement le 4 juin en l'honneur de l'indépendance

856 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAWAKO
21^{ème} édition du Forum de Bamako : Plus d'actions pour le président Abdelkader Gassibo
ÉDITION SPÉCIALE
Mali
Vandalisme, caudannes, trahisons et corruption au sommet de l'État

857 Malikilé
Mali : Situation conflictuelle, mais pas de déstabilisation de la transition
Crise au Mali
Antagonisme d'un gouvernement sur le point de se briser d'une crise

858 Malikilé
La création d'un Centre de Fusion de Renseignements au nord des débats
Difficultés négociationnelles avec le FICM5-RFP et manifestation au M5-RFP

859 Malikilé
Bah N'DAW aujourd'hui comme IBK hier - Mali, qui dirige la Transition au Mali ?
L'ONU condamne, mais ne sanctionne pas encore

860 Malikilé
Rectification de la transition : La primature au M5-RFP
Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le Mali
Des zones d'ombre et des confusions

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23